

Québec : Pour construire une opposition véritable, démasquer tous les partis néolibéraux et soutenir le mouvement de luttes des 99 %

dimanche 29 juillet 2012, par [Presse-toi à gauche](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juin 2012).

Il semble que nombre de personnes pensent que le PQ ne pourra gagner cette élection seul. Dans son entourage, de ses membres éminents tentent de coaliser les partis dits souverainistes et progressistes, dans une vaste alliance pour battre les libéraux ! La pression pour rejoindre cette stratégie à minima est importante. Québec solidaire, qui y a résisté pendant un temps, s'est senti obligé d'y répondre la semaine dernière.

Québec solidaire a décidé de répondre avec ouverture à l'appel de former un front uni avec le Parti québécois et l'Option nationale pour déloger le gouvernement Charest, un « gouvernement borné, usé et corrompu ». Ce serait l'objectif essentiel du moment.

Quelle était donc la nature de l'Appel au front uni ?

La base de l'analyse des signataires de l'appel [1], c'est la nécessité de se débarrasser du gouvernement Charest. Le caractère odieux des politiques du gouvernement Charest explique l'audience de l'appel. Et mieux vaut cette situation qu'une réélection des Libéraux pour bien des gens.

Mais, Charest est d'abord un représentant zélé et féroce de l'oligarchie au pouvoir. Les politiques mises de l'avant par ce dernier ne relèvent pas d'une particularité personnelle ou de parti. Il a mis en œuvre des politiques qui sont appliquées dans toutes les capitales occidentales et du monde par les gouvernements en place. Ses politiques s'inscrivent dans un combat de classe, le combat mené par l'oligarchie pour faire payer les coûts de sa crise à la majorité de la population. C'est ce que nous ne devons pas nous lasser d'expliquer pour préparer les combats qui viennent.

Les personnes qui soutiennent l'Appel au Front uni affirment que les partis qui se divisent les votes ont des valeurs très proches. Pour nous, il n'est pas question de valeurs, mais de programme. Quelles garanties d'une autre politique que néolibérale légèrement adoucie dans les termes, avons-nous avec le programme du Parti québécois ? Surtout lorsqu'on se rappelle son histoire lorsqu'il exerçait le pouvoir. Le PQ a alors démontré son caractère néolibéral (défiscalisation des hauts revenus, privatisation des services publics, lois antisyndicales, culture du déficit zéro, coupures massives dans l'éducation et la santé, coupures dans l'assistance aux plus démunis-e-s...) Et nous vivons avec le poids de ces décisions encore aujourd'hui. Quand on observe le déroulement historique des décisions gouvernementales depuis les années soixante-dix c'est la continuité des politiques libérales et péquistes qui saute aux yeux. Les deux partis ont fait passer le Québec d'un État keynésien à l'État néolibéral. Et nous savons que le programme de cet État vise essentiellement

à permettre la confiscation de la richesse par la classe la plus privilégiée. Ces deux partis sont liés à l'oligarchie financière et manufacturière qui domine l'économie mondiale donc celle d'ici comme celle d'ailleurs. Mais ils ne sont pas liés aux mêmes segments. Ni l'un ni l'autre ne sont près d'une modification en profondeur de ces liens. C'est exactement ce que LA RUE rejette en ce moment. Il faut absolument changer de politique ! Dans cette conjoncture, il faut choisir son camp. Le programme de Québec solidaire est aux antipodes de telles politiques.

Le texte de l'Appel parle de front uni de gouvernement. « Nous appelons, écrivent les signataires de l'appel, le Parti québécois, Québec solidaire, Option nationale et les députés indépendants à se rassembler pour former un seul front uni lors de la prochaine élection, capable de gouverner en suscitant les consensus plutôt qu'en attisant les divisions ». Pourtant les divisions soulevées par l'existence de partis, ne sont pas des caprices sans signification. Elles reflètent la défense d'intérêts souvent antagoniques.

La Coordination de Québec solidaire rejette l'appel au front uni de gouvernement

Heureusement, la Coordination de Québec solidaire refuse de suivre les personnes partisans du front uni sur ce terrain. Est-il possible de constituer un front uni pour gouverner avec le Parti québécois ? s'interroge la Coordination. Et elle répond : « *cela nous semble extrêmement difficile, car « les gouvernements du Parti québécois nous ont profondément déçus à bien des égards... »* Conclusion : « *Pour déloger le gouvernement Charest, un front uni de gouvernement n'est pas nécessaire... »*

Le rejet d'un front uni de gouvernement avec le Parti québécois est important. Mais, l'explication donnée reste trop floue. Ce n'est pas la déception face au Parti québécois qui est pertinente. C'est sa réalité, la réalité de son programme, la réalité de ce parti comme gouvernement, la réalité de sa pratique face aux mouvements sociaux. Le Parti québécois est un parti d'un secteur de l'oligarchie... qui non seulement accueille la droite, et des dirigeants de l'oligarchie, mais qui dans les années récentes ont trouvé ses chefs dans ce réseau des oligarques (dont deux au moins ce sont mis au service des entreprises qui veulent installer l'exploitation du gaz de schiste dans la province.) Accepter un tel front de gouvernement, c'est se mettre en position d'apporter son soutien au programme du plus mesuré des partis coalisés, particulièrement dans le rapport de force actuel entre le PQ et Québec solidaire. Comme l'ont démontré les différents gouvernements péquistes, ce parti est prêt à assumer les commandes que lui passe le patronat. C'est donc sa nature de classe, qui doit nous amener à rejeter toute politique de front uni de gouvernement. C'est toujours à l'approche des élections que le Parti québécois signale à gauche et qu'il développe un discours social libéral quand il est de l'opposition et qu'il s'empresse à revenir à des pratiques néolibérales une fois au pouvoir. Entrer dans un front uni de gouvernement serait placer Québec solidaire et toutes les personnes qui le suivent dans une position attentiste vis-à-vis du PQ et plutôt que de favoriser une rupture et l'autonomie politique du mouvement social, elle aiderait au PQ à préserver son hégémonie .

La proposition de Québec solidaire de front uni électoral conditionnel

La coordination de Québec solidaire oppose à l'appel au front uni de gouvernement la négociation d'arrangements ponctuels et limités, arrangements qui seraient possibles à condition que : a) le parti élu « *s'engage à réaliser dès le début de son mandat, une réforme du mode de scrutin laissant une place importante à la proportionnelle et applicable dès l'élection générale suivante et s'engage à respecter les lois sur le financement des partis politiques.* b) *chacun des partis signataires s'engage à réaliser dans les 6 premiers mois de son mandat, les engagements suivants : abroger la loi 78 et amnistier les personnes et organismes sanctionnés, en vertu de cette loi ; abolir la hausse des droits de scolarité ; abolir la contribution santé et ajouter un ou plusieurs seuils d'imposition sur les*

revenus des contribuables riches ; procéder à la refonte en profondeur de la Loi sur les mines pour mettre fin au « free mining » et faire du peuple québécois le principal bénéficiaire de l'exploitation viable de nos ressources minières. » Et on souligne que "« la quasi-totalité de ces points a déjà fait l'objet d'engagements de la part des partis concernés par votre Appel. »

S'agit-il d'une posture pour rejeter la responsabilité de la division des votes dans le camp du Parti québécois ?

On pourrait nous dire qu'il s'agit d'une habile manœuvre tactique et que de toute façon le Parti québécois de Pauline Marois va refuser cette proposition. Ce refus nous permettrait donc de rejeter la responsabilité de la division des souverainistes sur le dos de Pauline Marois et du Parti québécois. Ce faux réalisme a l'inconvénient d'identifier comme un allié un parti qui risque de se faire l'instrument de prochaines attaques contre les intérêts de la majorité de la population.

Si nous croyons ainsi faire diminuer la pression au vote stratégique sur le parti - et sur une bonne partie de l'électorat - nous nous faisons de graves illusions. La pression au vote stratégique (ou utile !) ne fera que redoubler à l'approche des élections, et il se fera d'autant plus fort que nous n'aurons pas dénoncé le néolibéralisme du PQ et que nous aurons aidé le PQ à se placer dans le camp des progressistes. Le vote stratégique se fera d'autant plus fort que nous n'aurons pas identifié le véritable enjeu de ces élections, le dépassement de l'alternance des partis néolibéraux et l'importance d'articuler notre campagne électorale autour du soutien des mobilisations en cours. Soutenir l'alternance des partis néolibéraux, ne fera pas progresser la construction d'une alternative politique. Cela fait plus de 40 ans que des personnes se contentent de la politique du moins pire (surtout certains intellectuels dits de gauche) et cela ne nous a pas fait avancer d'un iota.

La confiance envers le PQ des personnes impliquées dans le vaste mouvement social du printemps 2012 n'est pas très grande. Pourquoi s'appuyer sur le capital de confiance gagnée par Québec solidaire pour convaincre que le PQ peut être une partenaire d'un supposé camp progressiste.

S'agit-il de faire croire qu'on peut engager le PQ à défendre certaines revendications essentielles ?

Si « Je me souviens » est notre devise il faudrait l'appliquer à la conjoncture actuelle et se rappeler des années du pouvoir péquiste. Il serait naïf, nous semble-t-il de penser, qu'en cas de son élection avec un fort appui des autres éléments de la gauche, il se sentirait en devoir de modifier significativement ses positions ; l'appel à la raison et à l'impossibilité financières deviendrait l'atout déterminant.

Est-ce que le rôle d'un parti comme Québec solidaire qui dit représenter les aspirations de 99% est d'aider à l'élection d'un parti néolibéral qui, au pouvoir, se fera le défenseur de l'oligarchie régnante malgré les engagements qu'il peut prendre auprès des membres de son propre parti ?

Le printemps québécois a fait surgir des milliers de militantEs dans le mouvement étudiant et les mouvements écologistes et citoyens à travers le Québec, qui remettent en question la domination du 1%, de l'oligarchie régnante, et qui sont indépendants du PQ... . Cette polarisation sociale n'est pas porteuse de paix, mais de lutte pour l'émancipation populaire. C'est cette polarisation de classe, cette polarisation gauche-droite que nous devons favoriser en soutenant l'élargissement de la lutte étudiante vers la grève sociale y compris durant la période électorale.

On sait bien que dans le rapport de force actuel, parmi les membres du Front uni, seul le PQ peut accéder au pouvoir. Et c'est à ce parti qu'on veut donner le mandat d'appliquer certaines revendications démocratiques et populaires. Pourquoi fricoter des arrangements convenus avec un

tel parti, pourquoi appeler nos membres à voter pour un tel parti et appeler la population à faire confiance aux engagements que ce parti pourrait prendre... alors que l'on sait qu'il a foulé au pied ces mêmes engagements alors qu'il était en position de les réaliser. Ce n'est pas ces arrangements bien aléatoires, en plus de cela, qui nous aidera à élargir réellement notre audience.

Il ne faut surtout pas identifier notre combat politique, nous l'affirmons et il faut être conséquent, au remplacement de politiciens traditionnels par d'autres à la tête du gouvernement sans une perspective qui puisse déboucher sur des changements substantiels. Cette approche est irrecevable pour les femmes et les hommes, nombreux et mobilisés depuis quatre mois et qui ont une ambition plus grande pour l'avenir du Québec.

Pour ne pas payer la crise, opposer la plate-forme de Québec solidaire comme solution véritable

Québec solidaire doit opposer sa plate-forme comme étant une alternative aux choix de l'oligarchie, y compris, de ses secteurs nationalistes. Notre plate-forme offre des réponses pour assurer une nouvelle répartition de la richesse sociale. Elle propose la gratuité scolaire. Elle oppose une approche démocratique et écologiste de l'organisation de notre économie ; elle avance des revendications démocratiques pour redéfinir le pays comme pays indépendant, de démocratie citoyenne sans parler des revendications démocratiques comme l'abrogation de la loi 78... L'ensemble de ces propositions peuvent s'articuler aux mobilisations sociales... . Au lieu de se fier à un engagement d'un éventuel gouvernement péquiste, il faut plutôt compter sur l'élargissement du mouvement social et la convergence des luttes et y contribuer dans le cadre de cette campagne.

Le ralliement à une orientation de transformation sociale véritable est possible dans des secteurs importants de la population, encore minoritaire il est vrai, particulièrement dans la jeunesse radicalisée. La confiance donnée au PQ sur l'accomplissement d'engagements allant dans le sens des revendications de la majorité populaire nous éloigne de ce qui constitue la politique autonome de Québec solidaire et de son combat.

De véritables perspectives électorales pour une opposition au parlement et dans la rue

Le tableau de la prochaine législature est déjà perceptible : l'un ou l'autre des partis néolibéraux au pouvoir avec ou sans majorité. L'opposition ne pourra donc qu'être de la même eau. Il faut absolument que la voix de ceux et celles qui aspirent à ce que nous vivions dans une véritable société, non plus dans l'économie comme seul univers, soit visible, présente et affirmée. Être une véritable opposition d'autant plus forte qu'elle ne sera pas entrée dans des compromissions à courte vue.

Réaliser un véritable front uni des travailleurs, des travailleuses et des différents mouvements sociaux dans une optique de transformation sociale véritable nécessite de sortir de l'emprise du Parti québécois qui bloque l'organisation autonome des classes et couches sociales depuis des décennies maintenant.

Le printemps québécois a fait surgir des milliers de militantEs dans le mouvement étudiant et les mouvements écologistes et citoyens à travers le Québec, qui remettent en question la domination du 1%, de l'oligarchie régnante, et qui sont indépendants du PQ... . Québec solidaire doit se faire le porte-parole de ces personnes et leur offrir des perspectives qui ne visent pas le rétablissement de la paix sociale comme le souhaite le PQ, mais la continuation et l'approfondissement de la lutte contre l'injustice et pour une société véritablement indépendante, écologiste, démocratique et égalitaire.

Presse-toi à gauche

P.-S.

* <http://www.pressegauche.org/spip.php?article10839>